

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-03-05 DU 11 OCTOBRE 2021

L'An deux mille vingt et un, le 11 octobre,  
Le Conseil Municipal, dûment convoqué, le 5 octobre, conformément aux articles L 2121-7,  
L 2121-10 et L 2121-12 du Code Général des Collectivités Territoriales, s'est réuni à la salle  
Daniel Balavoine, sous la présidence de Monsieur Patrick NICOLE-WILLIAMS, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 33  
Nombre de Conseillers Municipaux présents : 26  
Nombre de Conseillers Municipaux absents représentés : 6  
Nombre de Conseillers Municipaux excusés : 1  
Nombre de Conseillers Municipaux absents : /

**PRESENTS** : Mmes et MM. P. NICOLE-WILLIAMS, C. GUETAT, C. KOPFERSCHMITT, J. DOS SANTOS, D. PENOT, J.C. DURA, M. LORiot-CARNIS, Y. TOUYERAS, N. GUSTO, R. MESLEM, M. FAYET, J. GUILLERMINET, C. GAMBIER-ORTIZ, M. GUENNOUN, M. LOMBARD, L. DI SANTO, B. LOUKILI SENHAJI, M. TUNCA, H. KHETTAB, J. GAGET, A. CROS, L. GRONDIN, K. HALLOUL, A. SAGIROGLU, C. DUMOULIN, B. JAN

**ABSENTS REPRESENTES :**

G. GENTHON pouvoir à J. GAGET  
Z. MAZARI pouvoir à D. PENOT  
C. DEBRYE pouvoir à J.C. DURA

J.N. SALMON pouvoir à K. HALLOUL  
A. VERJUS pouvoir à A. SAGIROGLU  
L. NASSISI pouvoir à B. JAN

**EXCUSES** : A.V. MITTENDORFER

**OBJET : MODIFICATION DU TABLEAU DES EFFECTIFS**

**NOTE DE SYNTHESE**

Conformément à l'article 34 de la loi n°84-53 du 26 janvier 1984 modifiée, les emplois de chaque collectivité ou établissement sont créés par l'organe délibérant de la collectivité ou de l'établissement, même lorsqu'il s'agit de modifier le tableau des effectifs pour permettre des avancements de grades ou des mouvements de personnels.

Il appartient donc au Conseil Municipal de fixer l'effectif des emplois à temps complet et à temps non complet nécessaire au fonctionnement des services, et d'acter les propositions suivantes :

- Modification de la quotité de temps de travail du poste animateur adultes familles en lien avec l'évolution du service, et notamment la création d'un poste de référente famille
- Transformation du poste de responsable de la gestion des équipements culturels et sportifs (catégorie C) en poste de chargé de mission sports (catégorie B)

-----

# DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N°2021-03-05 DU 11 OCTOBRE 2021

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,  
Vu la loi n° 83.634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84.53 du 26 janvier 1984 modifiée portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale,  
Vu la loi n° 94.1134 du 27 décembre 1994 portant modification de certaines dispositions relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment son article 22,  
Vu l'avis favorable du comité technique en date du 16 septembre 2021,  
Vu l'avis favorable de la commission Vie quotidienne du 20 septembre 2021,

**Le CONSEIL MUNICIPAL**, après avoir délibéré à l'unanimité,

**APPROUVE** les modifications du tableau des effectifs comme suit :

| ANCIENNE SITUATION |                |           |   |   | NOUVELLE SITUATION |           |                            |                 |                        |
|--------------------|----------------|-----------|---|---|--------------------|-----------|----------------------------|-----------------|------------------------|
| N° POSTE           | TEMPS D'EMPLOI | CATEGORIE | FONCTION  | SERVICE                                       | TEMPS D'EMPLOI     | CATEGORIE | FONCTION                   | SERVICE         | MOTIF                  |
| 2                  | TC             | C         | Animateur adultes familles                        | MQS   | TNC 50%            | C         | Animateur adultes familles | MQS             | Evolution du service   |
| 280                | TC             | C         | Responsable des équipements culturels et sportifs | Gestion des équipements culturels et sportifs | TC                 | B         | Chargé de mission sports   | Sport et nature | Evolution des missions |

**AUTORISE** Monsieur le Maire ou son représentant à effectuer les démarches et à signer tous documents afférents à la présente délibération.

*La présente délibération peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir, devant le Tribunal Administratif de Grenoble, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et de sa réception par le représentant de l'Etat.*

FAIT ET DELIBERE A VILLEFONTAINE

Le 11 octobre 2021

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Patrick NICOLE-WILLIAMS

Accusé de réception en préfecture  
038-213805534-20211011-2021-03-05-DE  
Date de télétransmission : 18/10/2021  
Date de réception préfecture : 18/10/2021